

# ANTICAPITALISTES!

Mensuel du NPA Révolutionnaires de Gironde



**Face à la guerre  
et à la régression sociale,  
préparons l'affrontement  
pour changer le monde**

SP95 E10	1.989
SP98	1.990
E85	1.249
GAZOLE	1.899
GAZOLE	1.8 19
GPLC	1.054



## A propos du NPA-Révolutionnaires

Un accord entre les deux parties du NPA issues de la scission du congrès de décembre 2022 a acté que chacune d'entre elles conserverait le nom de NPA suivi du titre de son journal national, NPA l'Anticapitaliste et NPA Révolutionnaires.

Lors de ce congrès, l'ancienne direction, avec ses porte-parole Philippe Poutou et Olivier Besancenot, a fait le choix irresponsable d'organiser cette scission, excluant de fait près de la moitié de l'organisation qui combattait sa politique d'alliance avec la NUPES.

Cette scission affaiblit l'ensemble de l'extrême-gauche au moment où le regroupement de toutes les forces révolutionnaires et de toutes celles et ceux qui veulent changer le monde s'impose comme une évidence et une nécessité.

Comme nous l'avons écrit dans notre Déclaration adoptée au Congrès : « *Au moment où se profilent les périls réels de militarisation et de durcissement autoritaire des régimes contre les classes populaires, mais où des réactions et capacités d'affirmation se présentent pour notre classe un peu partout dans le monde, il est temps de faire vivre dans les faits un pôle révolutionnaire. De regrouper ces forces, minoritaires mais bien réelles, qui militent pour le renversement révolutionnaire du système. Un système capitaliste qui accumule les preuves de sa faillite à satisfaire les besoins de l'humanité, alors qu'aujourd'hui, parmi les huit milliards d'individus, une majorité est maintenue au bord de la survie. Nous nous adressons à toutes les travailleuses et travailleurs, aux jeunes et moins jeunes, révoltés par le système d'exploitation capitaliste et son cortège de misère, de guerres et d'oppressions : rejoignez-nous pour son renversement et portons tous ensemble sur le devant de la scène l'actualité et l'urgence de la révolution !* »

La revue *Anticapitalistes !* du NPA 33 devient celle du NPA Révolutionnaires 33 et s'inscrit dans cette perspective de continuer le NPA, de le refonder autour de son projet initial de rassemblement démocratique des anticapitalistes et révolutionnaires.

Lisez **REVOLUTIONNAIRES**  
le journal du NPA Révolutionnaires



<https://npa-revolutionnaires.org/abonnement/>

### ANTICAPITALISTES !

CPPAP : 1029 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA-R-33 - 39 rue de Navarre - 33000 BORDEAUX - 07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau -23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

## SOMMAIRE

### Edito

p.3

### Nos vies, pas leurs profits

p.4-7

- PIC Cestas, mobilisation importante contre une réforme qui ne passe pas
- Répression managériale au HLU
- Mobilisation contre la fermeture de La Poste-Be-nauge - interview de Monica T
- Walor, ex-MMTb Mutares, un débrayage et une action qui font plaisir
- Journée d'étude « Paix et désarmement » de la CGT
- EMME, quand le préfet décide l'implantation d'une usine Seveso en zone inondable au non de « l'industrie verte »
- Feuilleton LGV, nouvel épisode ?

### Dans la santé

p.8-10

- Non aux 161 licenciements et aux fermetures de plusieurs services à la clinique Navarre Marzet de Pau
- Hôpitaux : les déficits explosent
- Nouvelle blanchisserie au CHU, non aux suppressions de poste, partage du travail !
- « Ni bonnes, ni nonnes, ni connes ! »
- CHU : fermeture de l'Ehpad Les Jardins de l'Alouette

### Dans l'éducation

p.10-11

- Etudiants étrangers : « Bienvenue en France »
- Lycées professionnels : mépris de classe
- « Cathos, il faut payer ! »

### Leur société

p.12-15

- Non à la rétention des étrangers, non aux CRA ! interview de Marine, intervenante juridique en rétention
- Après les municipales, la réaction occupe le terrain et passe à l'offensive
- Assassinat de Ruben Torres, un crime des « politiques migratoires »
- Non à la répression ! Interview d'Amaury, représentant syndical à SUD-Education
- Les rendez-vous contre toutes les répressions
- Département, le plan de retour à l'équilibre prolongé d'un an
- Handicap : quand l'inclusion devient une variable d'ajustement

### A lire

p.16

- *Mur Méditerranée*, de Louis-Philippe Dalember

## Abonnez-vous

## à ANTICAPITALISTES !

le mensuel du NPA Révolutionnaires 33

Tarifs abonnement : 20 € (10 n° auprès des comités)  
25 € (10 n° + frais d'envoi postal)  
30 € (10 n°, «soutien» avec envoi postal)

Paiement par chèque à l'ordre de Daniel Minvielle, en précisant Nom, prénom, e-mail et adresse postale.

# Face à la guerre et à la régression sociale, préparons l'affrontement avec les milliardaires pour changer le monde

La guerre déclenchée par les Etats-Unis le 28 février contre l'Iran pour tenter de sauver la domination du capital américain en assurant sa mainmise sur le Moyen-Orient, tandis que leur allié Israël, dans le prolongement de sa guerre génocidaire contre les Palestiniens, lançait une nouvelle offensive au Liban, n'en finit pas de provoquer ses ravages. Entre prétendus cessez-le-feu et frappes bien réelles qui sèment la mort et la destruction, entre déplacements forcés et pénuries, la vie des populations de la région est devenue un enfer.

Et c'est dans le monde entier que le chaos économique aggravé par l'offensive US et le blocage du détroit d'Ormuz a des conséquences dramatiques dont personne ne peut mesurer encore l'étendue.

D'ores et déjà, des multinationales augmentent leurs prix et réduisent leur production. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), 38 millions d'emplois à temps plein seraient menacés d'ici à 2027.

Les classes dirigeantes sont engagées dans une fuite en avant dont Trump et les USA donnent la mesure et qui conduit à la catastrophe.

## Austérité pour les travailleurs, jackpot pour les multinationales

Le 21 mai, Lecornu annonçait des mesures dérisoires face à la hausse du prix des carburants qui oblige les travailleur-es à réduire toutes leurs autres dépenses. Il a exclu et la réduction des taxes sur les carburants et de toucher au moindre cheveu de TotalEnergies.

Alors que celui-ci a réalisé, grâce à la hausse des cours du pétrole, 5,8 milliards d'euros de bénéfices pour le seul 1<sup>er</sup> trimestre 2026, le gouvernement prévoit un total de 1,2 milliard d'euros d'aides ciblées pour certaines professions. Et surtout, il a annoncé de nouvelles coupes dans le budget public en plus des 6 milliards déjà prévus. Cette annonce vient après le vote d'une rallonge de 36 milliards d'euros pour le budget de l'armée d'ici à 2030.

Pour les couches populaires, c'est toujours plus d'austérité pour continuer à perfuser d'argent public les capitalistes dont ceux de l'armement et les détenteurs de la dette publique.

## S'organiser pour défendre nos droits, contre la guerre, pour changer le monde

Ce programme, les classes dirigeantes savent qu'elles ne pourront l'imposer que par la force et elles s'y préparent. Tous les partis allant du RN au PS ont voté le 19 mai un « *état d'alerte de sécurité nationale* », un régime d'exception qui pourra être activé par décret « *en cas de menace grave et actuelle pesant sur la sécurité nationale* ».

Déjà la répression s'abat sur nombre de militant-es, de travailleur-es ou de jeunes qui dénoncent le génocide en Palestine, contestent l'arbitraire patronal, gouvernemental ou policier.

Faire taire, museler toute contestation, c'est la raison du soutien affiché d'une partie du grand patronat à l'extrême droite qui donne le ton de la campagne présidentielle qui s'ouvre.

Il ne manque pas et ne manquera pas de réactions des travailleur-es, de la jeunesse face à la guerre, face à la politique destructrice et réactionnaire du capital. Nos luttes ont besoin d'un programme indépendant des jeux parlementaires et des rivalités présidentielles qui vont marquer les semaines à venir. La mascarade électorale n'a qu'une fonction, appeler les travailleur-es et les classes populaires à choisir qui défendra les intérêts du capital, ce qu'ils appellent « *la France* », contre eux. Quant aux directions syndicales, engluées dans le piège de dialogue social, elles n'ont rien à dire ni à proposer.

Nous avons besoin de notre propre programme social et politique pour défendre nos droits et mettre fin à la dictature du CAC40, des amis de TotalEnergies. Contre la vie chère, les licenciements, la dégradation des services publics, contre la guerre et pour faire payer le capital, il n'y a pas d'autres moyens que de nous préparer à transformer la société. Pour cela, nous avons besoin de construire un pouvoir démocratique des travailleurs et de la population, pour exproprier le capital et prendre en main l'économie et la société que notre travail fait déjà fonctionner.

Les travailleur-es, la jeunesse ont leur propre campagne politique à mener, une campagne internationaliste et solidaire, une campagne pour s'organiser dans la perspective de défendre leurs intérêts vitaux et changer le monde.

# La Poste - Plateforme Industrielle Colis de Cestas Mobilisation importante contre une réorganisation qui ne passe pas

La Poste passe son temps à réorganiser ses sites pour faire des économies. Au centre de courrier de Cestas, où travaillent environ 400 postiers, les horaires des différentes équipes avaient changé en octobre 2023. Cette fois-ci de nouveaux horaires sont prévus pour octobre 2026, tout juste trois ans après. Après 2 ans et demi, les collègues étaient enfin calés sur leurs horaires, qui comprennent des embauches très tôt ou des débauches tardives, et là ils doivent changer dans 6 mois !

La direction de la plate-forme a attaqué cette réorganisation sans se cacher de vouloir faire des économies en prenant sur de minuscules acquis : baisser les temps de pauses (incluses dans le temps de travail), supprimer des heures de repos compensateurs pour les agents de nuit travaillant le dimanche, faire embaucher plus tôt l'équipe du matin. Mais au-delà de ces attaques franches, le changement des horaires voulu par la boîte entraîne d'autres conséquences tout aussi graves. Par exemple, le passage de l'après-midi de vacation de 9h09 à 8h45 entraîne la perte d'un repos par mois, d'une heure de nuit par jour sur les deux actuelles, et la fin de la petite réduction du temps de travail hebdomadaire liée aux deux heures de nuit ! Concrètement 30 minutes de travail en plus par semaine pour 50 € de moins par mois !

Au global, selon les syndicats, c'est au moins 300 000 € par an d'économie pour La Poste, sur le dos et la santé des agents. Du côté de la mobilisation, dès octobre 2025, un débrayage de 30 agents en matin avait eu lieu, particulièrement contre la baisse des temps de pauses annoncée. Puis, le jeu des négociations bidons avait un peu anesthésié la colère. Mais à mesure que la réorganisation se précisait, la colère avait repris. Mi-mai, cette fois-ci en après-midi, un débrayage d'une vingtaine d'agents avait lieu, chiffre très important pour cette équipe, encourageant les syndicats CGT et SUD à appeler à

une journée de mobilisation générale sur la PIC le 28 mai.

La stratégie de la direction, voyant la mobilisation déborder dans des équipes peu habituées, a été de capituler sur les temps de pause... deux jours avant la grève. Et ce recul surprise, hors de négociations officielles, s'est fait annoncer par la CFDT et FO par tracts dans une manœuvre très claire pour casser la grève, en présentant bien sûr cela comme une victoire de leurs négociations secrètes. Une manœuvre sale, mais qui a été comprise par bien des agents.

Les temps de pause sont bien sûr une première victoire des agents et de leur mobilisation antérieure.

La grève du 28 mai a été, malgré cette tentative de briser le mouvement dans l'œuf, une grosse réussite. 50% de grévistes en matin et en après-midi, des chiffres au-delà du dernier gros mouvement pour les salaires trois ans auparavant. S'il est possible que la réorganisation s'applique telle quelle, ce qui domine c'est le sentiment d'avoir démontré son opposition massivement au patron, et que ses attaques rencontreront des résistances.

François



## Répression managériale au HLU

Babeth, 67 ans factrice au HLU (centre de distribution de colis à Bordeaux), a été licenciée pour « comportement inadapté et atteinte à l'image de la Poste » après une altercation avec une cliente.

Ce jour-là, elle aidait une collègue en prenant des colis en plus de sa tournée. Après avoir attendu dix minutes une cliente absente, celle-ci exige d'ouvrir le colis avant signature. Babeth rappelle simplement le règlement : ouverture impossible avant signature, mais réserves possibles. La cliente s'emporte, lui arrache son flasher et le jette au sol. Pourtant, c'est Babeth que La Poste sanctionne.

Aucun antécédent disciplinaire, pas même un retard. Aucun dépôt de plainte. Seulement la version de la cliente. Mais la direction avait déjà sa cible. À cause d'inaptitudes liées à son âge, Babeth ne pouvait distribuer « que » 50 colis par jour. Une cadence insuffisante pour une Poste obsédée par la productivité et prête à broyer les agent-es devenu-es moins rentables, le plus souvent cassé-es par les conditions de travail dégradées.

Le licenciement de Babeth est un avertissement adressé à toutes et tous : se taire et subir ou résister collectivement !

Echo du bulletin InterEntreprises Pessac-Cestas

# Mobilisation contre la fermeture de La Poste-Benauge

## Interview de Monica T., postière sur le secteur Bordeaux-Bastide, syndicaliste SUD-PTT

*La Poste a décidé de fermer définitivement le bureau de la Benauge...*

Oui, pour des raisons purement économiques et stratégiques. C'est un bureau annexe de celui de Bastide, cher aux habitant.es du quartier. Il y a déjà eu plusieurs coups de butoir contre ce bureau. Aujourd'hui la Poste saisit l'occasion, pour fermer, de la transformation du quartier de ZUS (zone urbaine sensible dépendant de la préfecture, je dirais

plutôt pauvre car la Benauge n'a jamais été Chicago en terme d'insécurité...) en QPV (quartier prioritaire de la ville dépendant de la Métropole). Les décideurs ne sont plus les mêmes. Après le COVID et le développement du numérique et des démarches en ligne, la fréquentation a partout globalement baissé et la Poste a fermé pas mal de bureaux, réorganisé, supprimé des postes. Toutes les instances (retraits de recommandés, colis en bureau) ont été transférées de Benauge à Bastide, obligeant les habitant.es de Benauge à des démarches leur prenant une heure quand ils les faisaient avant en 5 mns. Le bureau de Benauge a servi de variable d'ajustement des personnels. Il fermait quand il fallait envoyer des collègues faire des rempla-

faire APC. Interrogé par la presse, le nouveau maire a dit qu'il ferait une priorité du maintien de ce service public, pour le moment une promesse qui n'engage que lui... alors que la situation s'oriente probablement vers une APC gérée avec la maison France-services dont ce n'est pas la vocation et dont les personnels ne sont pas des postiers. Il est absolument faux de dire, comme le prétend la Poste que 90 % des opérations pourront se faire à l'APC.

Les habitant.es ont lancé une pétition et avec les syndicats et des soutiens organisé un rassemblement le 20 mai. Bien sûr le bureau est presque fermé et en passe d'être détruit mais il ne faut pas n'y voir qu'un échec. Cette mobilisation est déjà une énorme victoire, des habitant.es se mobilisent pour leur vie, leur quartier... et rien n'est inéluctable, avec autour de nous, assez largement, la volonté de reprendre la main sur les services publics.

La Poste est devenue une entreprise financière, qui nous fait payer ses pertes, et on ne compte pas les fermetures de bureaux comme à Poitiers ou un gros bureau central va fermer. 94 bureaux vont fermer en 2026, transformés en APC. La Poste se désengage. Avec les réorganisations, les fermetures, les postiers sont envoyés sur d'autres bureaux, poussés dehors quand ils sont contraints de refuser une affectation à des dizaines de kms. Et la direction nous parle de qualité au travail ! C'est une catastrophe. Le management à la Orange, avec ses dépressions, ses suicides de salarié-es...

Cette politique impacte salarié-es et usager-es et si la Poste réussit à fermer ce bureau, la mobilisation, elle, aura permis l'organisation de la résistance, d'un réseau mobilisable pour les luttes de demain.

*Propos recueillis par Christine Héraud*



cements dans d'autres bureaux. Plus un bureau multiplie ce type de fermetures, plus la fréquentation baisse. Il n'était donc plus « rentable » aux yeux de la direction.

### Comment s'est organisée la mobilisation contre la fermeture ?

Des habitant.es du quartier ont pris le problème à bras-le-corps, ont commencé à se mobiliser en profitant des Municipales pour faire pression sur les candidats. Hurmic avait déjà pris position contre la proposition de la Poste d'une APC (agence postale communale) et pour le maintien du bureau. Les commerçants, très bonne chose, ont refusé de



# Walor, (ex-MMTb Mutares), un débrayage et une action qui font plaisir !

L'avenir est toujours précaire pour la pérennité de l'emploi, Les productions futures c'est pour le moins l'incertitude et en plus il y a des dizaines de millions disparus des divers comptes de l'entreprise, dont celui destiné au paiement des salarié-es en cessation anticipée d'activité (CAA) et au financement des salaires des congés reclassés. Tout cela nous rend méfiants vis à vis de la direction et de ses intentions.

Face à cette situation, la CGT et les autres syndicats ont organisé une action le 23 avril, à l'occasion d'une réunion en présence de la grande direction (Ferral united et Mutares), d'abord pour les CAA seulement. Ils ont appelé les salarié-es à débrayer de 8 heures à 9 heures pour se retrouver ensemble et manifester notre solidarité et nos inquiétudes sur le parking de l'usine. C'est ainsi que nous nous sommes retrouvés une petite centaine de grévistes et de CAA.

C'est une première depuis des mois sur l'usine qui a vu l'unité entre salarié-es sur place et les anciens en cessation d'activité anticipée. Tout le monde était content de se retrouver et discuter. Pour les CAA, l'inquiétude est grande, il fallait marquer le coup. La direction a dû faire une interruption

de séance pour venir s'expliquer devant eux sur le parking vers dix heures trente (après le débrayage donc). Son discours s'est voulu rassurant nous expliquant que pour garder notre confiance, elle allait engager des négociations entre ses avocats et ceux de l'intersyndicale. Pour élaborer un accord garantissant le paiement des salaires des CAA jusqu'à leur terme 2031. Confirmant ainsi qu'il y avait bien du souci à se faire sur cette question qui a déjà fait l'objet d'un accord au cours du précédent plan de licenciements. A l'heure où cet article sort il ne s'est rien passé et cela n'étonne personne.

On ne peut pas dire qu'ils ont rassuré grand monde...

Cette action a permis de se retrouver et de discuter ensemble, de montrer à la direction que nous sommes vigilants et disposés à défendre notre avenir. Face à une société prédatrice qui ne cherche qu'à tirer du profit pour ses actionnaires de toutes les façons possibles.

Y compris en dépeçant des entreprises.

*Correspondants*

---

## Retour d'une journée d'étude « Paix et désarmement » de la CGT

Organisée le 19 mai par l'USTM (travailleur-es de la métallurgie), elle faisait suite à une première initiative des mêmes camarades de la CGT ArianeGroup d'Issac en banlieue bordelaise (Anticapitalistes 33 N°136 de janvier 2026) au sein de leur entreprise (qui travaille pour l'aérospatial civil et militaire)

Le camarade qui a introduit pour l'USTM a présenté l'intérêt de cette discussion dans le contexte d'une « époque charnière inquiétante avec la guerre en Ukraine, en Palestine et au Moyen-Orient, de montée d'ultraréactionnaires suite à 30 ans de reculs », pour la paix et le désarmement, en rappelant la position de la CGT en soutien aux Républicains espagnols, la Résistance mais aussi la décolonisation, la Palestine, Cuba... et d'un service public de l'armement pour une politique de paix. La discussion s'est donc engagée avec la salle composée de militant-es de Das-

sault, ArianeGroup, Airbus, ex Stricker, la MAIF, l'Education, des retraité-es, et l'invité, Pierre Douillard-Lefèvre, sociologue et écrivain antimilitariste.

Celui-ci a rappelé que le jour même, tous les partis, du PS à RN en passant par EPR et LR (vote contre de LFI, du PC et des Verts) avaient voté un « état d'alerte de sécurité nationale », soit un régime d'exception pouvant être activé par décret avec entre autres, une journée de service militaire obligatoire pour tous les jeunes.

Dans un contexte de capitalisme en crise ayant besoin de se régénérer par la guerre, les aides publiques pour les marchands de mort pleuvent en même temps qu'on supprime des postes de profs ou dans la santé, le budget militaire dépassant pour la première fois celui de l'Education où se multiplient les classes défense.

Le camarade qui avait introduit s'est

exaspéré : « vous ne voulez donc pas de défense nationale ? » « Mais contre qui ? » a rétorqué l'invité en rappelant que la France n'avait cessé d'être en guerre en Afrique, que dans les guerres, on a fait s'entretuer des travailleurs pour des capitalistes qui ont collaboré entre eux, en dénonçant l'union sacrée derrière son gouvernement : « notre ennemi est dans notre pays, c'est notre impérialisme », chaleureusement applaudi par des participant-es.

Une camarade a rajouté que les travailleur-es de l'aéronautique avaient une expertise, une expérience, qu'ils pouvaient donc faire autre chose que travailler pour l'armée, contente d'avoir ces riches échanges aujourd'hui et avec des travailleur-es d'autres secteurs.

*Correspondance*

# EMME, quand le préfet décide l'implantation d'une usine Seveso en zone inondable au nom de « l'industrie verte »

Le projet de construction de l'usine EMME (Electro Mobility Materials Europe) à Parempuyre dans une zone inondable au bord de la Gironde vient de franchir un pas avec la décision du préfet Guyot (avant qu'il passe la main à sa consœur Brocas) de modifier le plan local d'urbanisme qui s'y opposait.

Cette usine est destinée à recycler des batteries usagées pour en extraire le nickel et le cobalt afin de fabriquer de nouvelles batteries, ce qui lui vaut d'être propulsée par l'Etat dans la catégorie des « industries vertes ». Le fait que les matériaux traités soient solubles dans l'eau et extrêmement toxiques fait que l'usine est classée Seveso seuil haut. Cela semble au commun des mortels incompatible avec une implantation en zone inondable et cela explique l'ampleur de l'opposition que ce projet a suscité et rassemble toujours contre lui : 1458 avis défavorables contre 252 pour à l'enquête publique, recours de la Sepanso auprès du Conseil d'Etat, nombreuses manifestations d'opposant-es... (voir Anticapitalistes ! n° 136).

Mais qu'importent les oppositions et les dangers que l'usine présente. Tout à sa politique bidon de réindustrialisation et de « transition énergétique », le gouvernement de Macron alors dirigé par Bayrou, avec l'accord de la Région et de Bordeaux Métropole, avait décrété le « projet d'intérêt national majeur ». Introduite en 2023 dans le cadre d'une loi dite « industrie verte », la caractérisation « d'intérêt national majeur » au nom d'une prétendue urgence à développer des projets contribuant à la sauvegarde de l'environnement est d'une absurdité et d'un cynisme sans nom. En l'oc-

currence, ici, elle permet à l'Etat de passer outre le risque d'empoisonner un fleuve, les nappes phréatiques, de mettre en péril l'environnement au nom de l'implantation d'une production censée le protéger...

Et aussi, bien sûr, de passer outre toutes les oppositions, y compris celles des collectivités locales telle ici celle de Parempuyre dont le conseil municipal est opposé au projet.

Fort de ce droit, le préfet Guyot, faisant fi aussi bien de l'absurdité et de la dangerosité écologique du projet que des exigences des opposant-es, a refusé de retarder sa prise de décision afin de permettre au nouveau conseil de métropole de donner son avis, pour annoncer qu'il déclarait constructible la zone prévue par le projet en dépit de son caractère inondable.

Il reste une dernière « formalité » pour que l'entreprise puisse entamer ses travaux, l'autorisation environnementale de l'Etat, acquise d'avance...

Daniel Minvielle



## Feuilleton LGV, nouvel épisode ?

Nouvel épisode dans la série LGV Bordeaux – Toulouse/Dax, Lecornu était à la préfecture de la Région Occitanie le 7 mai pour affirmer que pour l'Etat, le projet était « désormais irréversible » et qu'il s'engageait à verser « pratiquement 500 millions d'euros » pour lancer les procédures d'appel d'offre.

De quoi rassurer les principaux tenants de l'affaire, les PS Delga et Rousset, qui avaient été ébranlés dans leurs certitudes sur l'aboutissement du projet par un rapport du Conseil d'orientation des infrastructures qui annonçait, fin

janvier, « préférer donner la priorité à la rénovation de l'existant plutôt qu'à de nouvelles lignes ».

Ceci dit, l'affaire n'est pas close. Le financement est loin d'être assuré. Evalué à 14 milliards d'euros en 2020, son coût global est estimé aujourd'hui 20 % plus cher et la facture risque de continuer à grimper alors que les délais de mise en service ne cessent de s'éloigner (2035 au lieu de 2032 pour Bordeaux-Toulouse ; 2042 pour Dax). Côté recettes, il faut bien dire que la confiance dans les promesses de Lecornu n'est pas béton, d'autant que les sommes avan-

cées sont loin de représenter la quote-part de l'Etat prévue au départ. Et certaines collectivités locales, opposées au projet ou considérant que cette ligne ne leur apportera rien, refusent de cracher au bassinet.

Du coup, il est possible qu'il finisse sous la forme d'un partenariat public privé... s'il ne s'effondre pas en route, de ses propres incohérences et du combat que poursuivent ses opposants, entre manifestations et recours juridiques...

D.M.

# Non aux 161 licenciements et aux fermetures de plusieurs services à la clinique Navarre Marzet de Pau

Après la mise en redressement judiciaire de la clinique de Pau qui fait partie du Groupe Bordeaux Nord Aquitaine (GBNA) le 7 mai dernier (voir Anticapitalistes ! n°137), le couperet est tombé : 161 licenciements sur les 600 salarié-es que compte la clinique, des dizaines de CDD non renouvelés et la fermeture des services de Maternité, Oncologie, Urgence de Nuit, Rééducation (SSR).

Les raisons annoncées : un déficit de 2,7 millions € et des dettes cumulées de près de 15 millions (des dettes fournisseurs, Urssaf et loyers). La clinique de Pau (Navarre et Marzet) n'est pas propriétaire des murs et paie un loyer de 4,7 millions par an à une société, Icade, filiale de la Caisse des Dépôts et Consignation.

Les mêmes collègues applaudis en plein Covid, les dit-es « essentiel-les », sont aujourd'hui jeté-es comme des kleenex. Et quant aux usager-es, beaucoup ne pourront plus se soigner !

En effet, l'Hôpital ne pourra pas absorber les 600 accouchements prévus en 2026 et les patient-es atteint-es de cancer. Tout récemment d'ailleurs, l'hôpital surbooké a dû faire appel à la clinique en urgence pour prendre des parturientes en charge... !

Cette catastrophe sanitaire et humaine a été dénoncée fortement par des salarié-es, usager-es, syndicats, partis politiques lors d'un premier rassemblement de 350 personnes, à l'initiative notamment de quelques collègues de la Maternité, devant la Préfecture le 12 mai à l'occasion d'une entrevue entre les élu-es CSE de la clinique, l'ARS (Agence Régionale de Santé), et plusieurs élus maires et députés. L'ARS aurait demandé au Groupe de « revoir » son plan : la fermeture de la Maternité serait confirmée, mais pour ce qui est de l'Oncologie, la Rééducation et les Urgences de nuit, la direction de GBNA doit revoir sa copie.

Dans un tract distribué à cette occasion, les élu-es CGT et SUD Santé du groupe ont exprimé toute leur solidarité et affirmé leur opposition à tout licenciement et fermeture de service. Ce n'est pas aux salarié-es et usager-es de payer la note !

Les actionnaires dont les Guichard, actionnaires majoritaires, ont bénéficié pendant des années d'aides et subventions de l'État. Le Groupe doit rendre des comptes, et sur sa gestion et sur les bénéficiés engendrés et redistribués aux actionnaires !

Dans les autres cliniques du groupe, les directions serrent la vis dans les services, aggravant encore les conditions de travail dans le soi-disant but d'un « retour à l'équilibre ».



A Pau, la colère et la résistance à ce sale coup a commencé à s'exprimer par cet appel sur les réseaux sociaux à manifester le 12 mai devant la Préfecture, et par une pétition rassemblant à ce jour plus de 10 000 signatures. Une colère qui commence à s'organiser sur le 64 avec un collectif de mobilisation contre les licenciements et les fermetures de services, regroupant des salarié-es de la clinique, mais aussi des militant-es locaux, politiques comme syndicalistes, usager-es... La direction tente de négocier son plan de licenciements avec les élu-es CFDT et CGT, mais l'idée qu'il n'y a rien à négocier, que personne ne doit être licencié et qu'aucun service ne doit fermer fait son chemin.

Réuni une première fois le 20 mai, le collectif a appelé à un nouveau rassemblement le 29 mai devant l'ARS avec environ 300 personnes et une manifestation est prévue le 6 juin dans la ville de Pau.

A suivre...

*François Guyot, Isabelle Larroquet*

## Santé : des déficits qui explosent

Alors que les annonces de restrictions budgétaires du gouvernement se multiplient, que la Cour des comptes revient à la charge sur la « nécessité » d'augmenter les franchises médicales non remboursables, les derniers chiffres de la direction statistique des ministères sociaux sur la situation économique des établissements de soins viennent de tomber : 70 % des hôpitaux publics sont déficitaires avec un déficit cumulé de 2,9 milliards d'euros, soit 0,5 milliard de déficit en plus en un an. Et si le bénéfice net cumulé des cliniques privées reste de 194 millions d'euros (331 millions en 2023), 36 % d'entre elles sont déficitaires (33 % en 2023) et leur endettement s'accroît.



La palme de la rentabilité revient à la psychiatrie privée, selon l'AFP « plus de onze fois supérieure à celle des établissements de médecine, chirurgie et obstétrique, ou de soins médicaux et réadaptation » !

La santé mentale est devenue un marché rentable. Cliniques privées, groupes financiers vauvours, plateformes de téléconsultation et laboratoires voient dans l'explosion de la souffrance psychique une source de profits durable... alors que les hôpitaux publics sont asphyxiés.

Une situation qui se dégrade brutalement, dont témoignent les plans sociaux qui se multiplient, les fermetures de services, suppressions de postes et les plans de retour à l'équilibre dans de nombreux établissements. Sans parler des conséquences économiques de la guerre et du blocage d'Ormuz avec les prix qui explosent, entre autres ceux du matériel jetable en plastique essentiel pour toutes les activités de soins.

Correspondants

## Nouvelle Blanchisserie du CHU Non aux suppressions de postes, partage du travail !

Une nouvelle blanchisserie est en train de sortir de terre à Haut-Lévêque. Pas du luxe tant l'actuelle est vétuste, imposant des conditions de travail particulièrement difficiles aux buandier-es.

Mais pour la direction du CHU, la préoccupation est ailleurs : optimiser la production, augmenter le tonnage de linge venant d'autres établissements... et la productivité ! Pour cela, elle a annoncé vouloir supprimer 40 équivalents temps-plein sur 113.

Pas d'accord ! Les progrès technologiques doivent servir à soulager les tâches et le travail, pas à supprimer des emplois alors même que le chômage est reparti à la hausse et dépasse officiellement 8 %.

Il est grand temps de baisser les cadences !

### « Ni bonnes, ni nonnes, ni connes ! »

Il y a une petite musique qui devient insupportable, qui cherche à stigmatiser celles et ceux qui, parmi les soignant-es, infirmier-es, aide-soignant-es... ne veulent plus être corvéables à merci et sont de plus en plus nombreux-ses à « dire Non » face aux rappels à domicile, aux changements de roulements à la dernière minute, et cherchent des conditions de travail et des rythmes plus respectueux de la vie privée, sans parler des salaires.

Des collègues n'hésitent plus à refuser des CDI voire à démissionner pour négocier des conditions de travail ou de salaire meilleures ailleurs, ou choisissent de travailler en interim ou par le biais de plateformes telle Hublo. Celle-ci est utilisée par 6000 établissements de santé ou Ehpad, publics comme privés, pour compléter leurs équipes le temps d'une journée, d'une nuit, d'un remplacement plus long. Un grand marché sur lequel les employeurs achètent en fonction de leurs besoins la force de travail de collègues qui s'y inscrivent en choisissant leurs disponibilités.

Certains cadres ou employeurs s'offusquent que la loi de l'offre et la demande permette à des collègues de choisir quand travailler ou non... et regrettent « le temps où »...

La bonne blague ! Ils mettent en place ces systèmes pour « optimiser la ressource humaine », ne plus avoir de pool de remplacement, pallier la pénurie de personnel qu'ils ont eux-mêmes créée... et quand des collègues y trouvent un moyen d'échapper un peu aux diktats quotidiens et d'organiser mieux leur vie, là ça va plus ? Un peu plus et ils nous parleraient de « vocation » !

IU



## CHU : Fermeture de l'Ehpad Les Jardins de l'Alouette

En 2015, un Etablissement pour l'hébergement de personnes âgées dépendantes (Ehpad) spécialisé dans les maladies de type Alzheimer ouvrait au sein de l'hôpital Xavier Arnoz à Pessac. Inauguré en grandes pompes, l'établissement tout neuf était montré en exemple pour la prise en charge des personnes atteintes de ces pathologies.

11 ans plus tard, alors qu'il manque partout des places en Ehpad, que les tarifs à la charge des personnes hébergées et de leurs familles sont exorbitants permettant le commerce si lucratif de la dépendance et de la vieillesse révélé en particulier par le livre-enquête *Les fossoyeurs*, les pouvoirs publics (Département, Agence régionale de Santé, CHU) ont décidé de la fermeture pure et simple de cet Ehpad à la fin de l'année.

Les familles auront dû trouver où déménager leurs proches ! Avec quelles conséquences pour la santé de ces personnes ? Et pour leurs finances car il s'agit là d'un établissement public, aux tarifs relativement modérés comparés à ceux exorbitants du privé ? Qu'advient-il de personnels ?

### Le cynisme des pouvoirs publics

Aux syndicats qui dénoncent une fermeture dans le cadre du Plan de redressement économique du CHU dont le déficit de 2025 était de 30 millions, la Direction répond avec aplomb que la raison n'est pas économique : « *au fil des années, les pathologies des résidents ont évolué vers des situations de dépendance beaucoup plus lourdes, nécessitant un accompagnement et une organisation qui ne correspondent plus du tout au modèle initial de l'établissement* ». Et donc on ferme ?!

Il est en effet nécessaire d'adapter des locaux à une population qui vieillit et dont les besoins ont évolué. Rien de vraiment surprenant, si ce n'est le fait que cela n'ait pas été anticipé ! Mais au lieu d'envisager des travaux et modifications de locaux qui n'ont que dix ans, ou au pire la construction de nouveaux locaux (le terrain existe largement dans l'hôpital), la Direction du CHU, l'Etat et les différents échelons du pouvoir ont décidé de rayer un Ehpad public de la carte.

### Des besoins qui explosent

C'est révoltant alors que les places manquent partout pour les personnes dépendantes et pour ces maladies bien particulières, et alors que les projections annoncent des besoins croissants !

Une illustration supplémentaire de l'urgence que travailleur-es de la santé, du social et du médico-social prenions ensemble avec les usager-es et l'ensemble de la population le contrôle de la société pour que les immenses richesses servent à ce qui est utile à tou-tes !

Isabelle Ufferte

## Etudiants étrangers : « Bienvenue en France »

Par un décret paru au journal officiel le 20 mai, le gouvernement augmente les droits d'inscription pour les étudiants étrangers extra-communautaires, les multipliant par 16. Dès la rentrée de septembre, ces étudiants devront s'acquitter de leur droit à étudier en France pour la somme de 2 895 euros par an en licence, contre 178 euros aujourd'hui, et 3 941 euros en master, contre 254. Un mauvais coup porté aux étudiants étrangers les plus pauvres, les plus précaires, auxquels l'université française ferme ses portes.



Ce n'est pas la première fois que le gouvernement cherche à imposer cette mesure raciste et xénophobe, dans un contexte de restrictions budgétaires à l'université, de sélection sociale favorisant une élite dans le cadre des partenariats avec le patronat et les entreprises privées, de répression des mobilisations et expression politique sur les campus.

En 2018, les mobilisations étudiantes avaient fait reculer le gouvernement sur sa réforme « *Bienvenue en France* », en laissant la possibilité aux présidents d'université d'exonérer les étudiants étrangers et de fait, 10 facs seulement sur 70 appliquaient ces frais d'inscription exorbitants. Il cherche maintenant à imposer sa politique à marche forcée, une mesure qui, si elle était appliquée lui rapporterait potentiellement 250 millions d'euros. Elle ouvre la voie à une augmentation généralisée des frais d'inscription à tous-tes les étudiant-es.

Cette exclusion de fait des étudiants étrangers les plus pauvres suscite une révolte qui touche non seulement les étudiant-es, mais aussi les personnels et y compris des présidences d'université. La mobilisation a commencé à s'organiser pour faire retirer le décret. De premières manifs et rassemblements dans plusieurs villes ont eu lieu le 12 mai, en même temps que le vote du décret au Conseil national de l'Enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), instance représentative consultative, qui l'a massivement rejeté par 62 voix contre et seulement 2 pour.

Un appel de l'intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) et des organisations de jeunesse était alors lancé nationalement pour le 26 mai. A Bordeaux, le rassemblement, place de la Victoire a regroupé quelques soixante dix étudiant-es, alors que beaucoup ont fini leur année ou sont en examen. Une mobilisation qui cherche à se renforcer et devrait reprendre à la rentrée...

Correspondante

# Lycées professionnels : mépris de classe

Deux semaines avant de passer leurs épreuves du Bac pro, grosse inquiétude pour de nombreux élèves : « *c'est vrai ce qu'a dit le ministre, si on fait trop de fautes, on n'aura pas le bac ?* ». Outre la démagogie qui flatte un fantasme de « *c'était mieux avant* », les déclarations de Geffray ont atteint un autre objectif, signifier à une partie de la jeunesse qu'il n'y aura pas de place pour elle dans les études post-bac.

Un mépris évident, alors que les jeunes de lycée pro ont vu progressivement leur temps réel de scolarité passer en 20 ans de plus de 4000 heures de cours à un peu plus de 3000. Tous les enseignements ont été réduits comme peau de chagrin, y compris la partie professionnelle, mais c'est notamment le français et l'histoire-géo qui ont été parmi les plus impactés. Il y a encore cinq ans, les programmes prévoyaient la lecture de trois livres par an. Aujourd'hui, en Terminale, il n'y en plus qu'un seul !

Aggraver la sélection par la maîtrise de l'orthographe serait particulièrement élitiste et irait dans le même sens que celle des algorithmes de Parcours-Sup, la plateforme numérique d'orientation qui laisse sur le carreau des dizaines de milliers de jeunes chaque année.

Autre mépris bien palpable : l'organisation mise en place pour les terminales bac pro qui, au mois de juin, peuvent soit suivre quelques cours censés les préparer au BTS, un leurre sans aucun programme, soit faire n'importe quel stage. Une élève en formation administrative m'interpelle, fâchée contre des collègues réticents pour qu'elle fasse un stage de vendeuse en boulangerie... « *j'ai quand même trouvé un stage, je*

*vais avoir les 400 euros* » (la rémunération payée par l'Etat pour ces quatre semaines !), même si elle a bien vu que cette possibilité finalement validée par la direction revenait à nier le contenu de sa formation, à considérer que l'important était qu'elle ne soit plus dans le lycée, qu'importe ce qu'elle allait faire.

## 15 ans, 16 ans, et morts au travail

La politique « éducative » des stages tous azimuts se paye par ailleurs parfois du prix de la vie pour des jeunes envoyés en entreprise sans sécurité ni protection, et certains en meurent. La seule exigence est une convention, signée par l'entreprise, la famille et l'établissement, sans que le lieu de stage soit réellement connu dans le détail, personne n'ayant de temps pour effectuer des contrôles. Le 26 mai, c'est un jeune de 16 ans qui est mort dans la Drôme en manipulant une tronçonneuse. Le 17 avril, dans le Gard, un autre âgé de 15 ans a été tué, écrasé par un chariot élévateur. En juin 2025, trois autres jeunes avaient perdu la vie sur

des lieux de stages différents. Les 15-24 ans sont 2,5 fois plus touchés par les accidents du travail que les autres salarié-es.

Les syndicats de profs FSU, CGT et Solidaires exigent la fin ou la réduction des périodes de stage, alors que l'Etat, depuis quarante ans, multiplie les périodes d'observation et de formation en entreprise, au nom de « *l'employabilité des jeunes* » qui serait l'objectif principal de l'école, comme l'exige le patronat.

Une négation d'une école de l'émancipation pour toutes et tous.

Correspondant



## « Cathos, il faut payer ! »

Le 28 mai, nous étions quelques centaines en manifestation à Paris pour dénoncer le projet de suppression de la prévoyance des profs de l'enseignement privé sous contrat (à 95 % enseignement catholique).

Ces 140 000 profs ont un statut qui fait qu'on est moins payé que nos collègues du public, environ 10 % de moins en net chaque mois. On perçoit aussi une retraite inférieure, calculée sur les 25 meilleures années au lieu des six derniers mois. Le seul « avantage » que nous avons : une meilleure prévoyance, assurant par exemple un maintien de 95 % du salaire net après trois mois d'arrêt maladie, au lieu de tomber à demi-salaire.

Cette prévoyance obligatoire, qui n'existe pas dans le public, nous coûte peu cher, entre 6 et 8 euros par mois de cotisation. Le reste est financé par les établissements privés. C'est d'ailleurs la seule chose qu'ils paient pour nous, puisque nos salaires sont payés par l'Etat qui nous met gratuitement à leur disposition.

Mais visiblement, c'est trop pour le patronat catholique. Leurs organes dirigeants ont décidé de mettre un terme à cette prévoyance à la date du 31 décembre 2025, qu'ils ont finalement reculée d'un an faute de système de remplacement. Ils entendent

profiter de la mise en place d'une prévoyance facultative dans le public, bien moins intéressante (une trentaine d'euros de cotisation pour un maintien de 80 % du salaire), pour se débarrasser du coût que nous représentons.

Les quatre syndicats représentatifs (CFDT, CFTC, SPELC, et le plus petit, la CGT) dénoncent ce projet et organisaient cette manifestation le 28 mai, après des actions en région qui ont eu très peu de succès. Il faut dire que les trois principaux syndicats pratiquent depuis des décennies une conciliation permanente avec la direction de l'enseignement catholique, en appelant à leurs valeurs chrétiennes communes pour renoncer à leur projet, sans rire ! Et ils ont fait de la manifestation un enterrement, avec dress code noir, véritable corbillard, et requiem à la sonne pendant tout le trajet.

En fin de cortège, la centaine de manifestants de la CGT en rupture avec cette morale impuissante, faisait entendre des joyeux et bruyants « *On est là* » des Gilets jaunes et des « *Cathos, il faut payer* »... et même quelques « *Argent public pour l'école publique* » et « *Nationalisation* » ! A suivre.

François Minvielle

# Non à la rétention des étrangers, non aux CRA !

## Interview de Marine Giorgis, intervenante juridique en rétention

**Anticapitalistes ! : Tu travailles pour La Cimade au sein du CRA de Bordeaux, quelle est ta tâche ?**

**Marine :** C'est un gouvernement de gauche qui a créé les CRA, suite au scandale d'Arenc à Marseille<sup>1</sup>, et qui est venu chercher La Cimade pour qu'une structure indépendante y soit présente.

Aujourd'hui notre tâche est de s'assurer de l'exercice effectif des droits des personnes. Beaucoup n'ont pas forcément conscience d'avoir une mesure d'expulsion à leur encontre. On est là pour faire valoir leurs droits auprès des juges en essayant de récupérer informations et documents auprès des familles, amis, employeurs, etc.



Certains qui avaient des papiers ne sont plus à jour à cause d'une erreur de la préfecture. D'autres, arrivés quand ils étaient très jeunes, n'ont jamais pensé avoir besoin de demander une carte pour justifier que leur vie est ici.

Les gens sont mis au pied du mur, ils sont poussés à bout. C'est leur vie qui est en jeu, qui est mise en pause. Ils subissent des injustices à répétition et on attend en plus d'eux qu'ils se taisent ? On ne peut pas supporter autant d'injustices répétées.

**Un nouveau CRA de 140 places au lieu de 20 aujourd'hui doit ouvrir à Mérignac en octobre**

La politique est de toujours enfermer plus dans des conditions dégradantes. Ces centres sont des machines à créer des dépressions, de l'injustice, de la violence. Dans le CRA actuel, les personnes sont quatre par chambre, dans des toutes petites cellules, avec la température c'est impossible de dormir. C'est au sous-sol avec juste une petite cour avec un grillage au-dessus qui permet de voir un bout de soleil entre 16h et 18h... et qui donne

sur le parking et les pots d'échappement. Cela avec la peur d'être expulsé à tout moment, parce qu'on n'informe pas les personnes avant, elles l'apprennent quand on vient les réveiller et les menotter dans la chambre en pleine nuit.

Il y a eu un cas de gale assez grave avec suspicion de nombreuses contaminations. Il y a eu un long délai avant que ce soit détecté car le médecin du CHU qui intervient au CRA n'a pas pu assurer les présences prévues. La Cimade et les avocats ont demandé au Tribunal administratif que le CRA soit fermé pour être désinfecté selon les préconisations de l'ARS. Le Tribunal a estimé que ce n'était pas nécessaire !

**La Cimade a décidé de ne plus intervenir dans ce nouveau CRA**

Ce CRA est construit sur le modèle des CRA 2.0 initiés par Darmanin et Retailleau, des mégastructures hyper-carcéralisées où les personnes n'ont pas la liberté de circulation, avec des horaires restreints d'ouverture des portes entre les différents quartiers, des contrôles partout, des barbelés... Actuellement notre bureau est au cœur du CRA, accessible en permanence, les familles peuvent venir quand elles veulent mais ce ne sera plus le cas. Il n'est même pas prévu de parking pour les visiteurs ! La Cimade refuse d'intervenir dans ces conditions. Ceux qui ont connu la prison nous le disent : le CRA c'est pire.<sup>2</sup>

**Cette politique est révoltante, elle participe de l'offensive globale contre les travailleur-es, les opprimé-es pour tenter de diviser, faire taire.**

Et c'est de l'affichage politique, car plus de la moitié des personnes retenues ne sont pas expulsées. Les relations avec l'Algérie font qu'il n'y a aucune possibilité d'y expulser depuis plus d'un an. Mais ils continuent à enfermer des personnes algériennes, qui sont relâchées au bout des 90 jours légaux... et qui entre temps ont tout perdu, leur logement car le propriétaire l'a récupéré, leur travail, leurs affaires personnelles. Et le Sénat vient de se prononcer pour l'extension du délai de rétention à 210 jours, 7 mois !

Alors oui, défendre les droits des personnes étrangères, c'est défendre les droits de tous, les nôtres, c'est se battre pour une société qui les respecte, une société dans laquelle aucun humain ne peut être étranger !

*Propos recueillis par Isabelle Ufferte*

1 - C'est en 1975 qu'est découverte par un avocat l'existence d'un hangar sur le port de Marseille, près du bassin d'Arenc, utilisé en secret hors de tout cadre juridique pour enfermer des étrangers. Face au scandale, le gouvernement Barre tente de donner une base légale à la rétention de migrants « pendant le temps strictement nécessaire à [leur] départ ». C'est finalement le gouvernement Mitterrand qui mènera le projet à bien et crée les CRA.

2- Le rapport national 2025 sur les CRA, publié le 19 mai, contient de nombreux chiffres et dénonce les évolutions législatives et les pratiques répressives, certaines illégales. Il est téléchargeable sur le site de La Cimade : <https://www.lacimade.org/publication/rapport-2025-sur-les-centres-et-locaux-de-retention-administrative/>

### Des rendez-vous militants et festifs

- Le jeudi 11 juin à partir de 18h aura lieu un Burger Quizz spécial rétention au Wash Bar, rue Ausone à Bordeaux, un quizz satirique qui tourne en dérision les politiques migratoires et la rétention.
- Le samedi 3 octobre une soirée-concert contre l'ouverture du CRA de Mérignac aura lieu au Pas de Lune (place Sainte-Croix) à l'initiative du collectif Anti-CRA 33.

# Après les municipales, la réaction occupe le terrain et passe à l'offensive

L'appui financier, médiatique et politique d'une partie du grand patronat en faveur de l'extrême-droite se traduit très concrètement par une offensive réactionnaire sur de nombreux terrains.

Les banquets du « *Canon français* » se déploient dans tout le pays, comme en Gironde, le 4 juillet à La Teste-de-Buch. Sous couvert de « *convivialité* » et de « *défense du terroir local et de ses vigneronns* », ses fondateurs Pierre-Alexandre Mortemard de Boisse et Géraud de la Tour ont monté un business qui rapporte... et réunit des milliers de personnes dans toutes les régions, pour ripailler entre Marseillaise et chants franchouillards. Un autre banquet est prévu en octobre à Bergerac. Cette politique d'« *influenceurs terroir* » calculée pour ratisser large et renforcer un climat favorable au nationalisme rejoint celle du milliardaire d'extrême droite Stérin qui a racheté 30 % des parts de la société organisatrice des banquets.

A Carpentras et Canet-en-Roussillon, les maires RN et LR ont fait donner publiquement le 8 mai l'hymne pétainiste « *Maréchal nous voilà* », ils ont plaidé l'erreur du prestataire... A Moissac, dans le Lot-et-Garonne, le maire a étalé sa crasse raciste au Conseil municipal : la culture « *est là pour instruire sur nos racines et notre patrimoine français ! On ne va pas financer des événements pour découvrir la culture des Papous* ».

Les nouveaux maires RN passent à une offensive plus brutale contre les militants syndicaux, visant à travers eux à faire taire la contestation des salarié-es. A Liévin, le maire a interdit la cérémonie

du 1<sup>er</sup> mai avec les syndicats qui devait rendre hommage aux 42 mineurs morts au travail en 1974. A Saint-Avold, c'est une fête de la CGT qui a été interdite. A Béziers, une bataille est engagée pour empêcher la mairie d'expulser les syndicats de la Bourse du travail, comme à Carcassonne. Et à Hénin Beaumont, deux agents municipaux militants de Solidaires viennent d'être exclus pendant un an et deux ans malgré l'opposition consultative du conseil de discipline.

Cette politique d'agression dans le cadre institutionnel encourage aussi les passages à l'acte de groupuscules ou de personnes isolées. A Bordeaux, la permanence de Nordine Raymond, candidat LFI aux municipales, avait été attaquée, vitrine et porte brisées, après la mort du néo-nazi Deranque. A Agen, ce sont les actes islamophobes qui se multiplient, avec des tags en avril, et des menaces de morts contre la mosquée et le maire, puis la presse locale et le commissariat au mois de mai.

Ces agressions contre le mouvement et les militants ouvriers, les travailleurs étrangers, l'islam ont pour but de désigner des boucs émissaires à la colère et au désespoir des couches populaires qui subissent précarité et chômage, austérité et liquidation des services publics, pour détourner leur révolte des vrais responsables de la crise sociale, les capitalistes et leurs serviteurs politiques.

Travailleur-es avec ou sans emploi, jeunes, femmes, partout, discutons des moyens de préparer notre contre-offensive pour la défense de nos droits et la fin du parasitisme des milliardaires et du capital.

EM.



## Assassinat de Ruben Torres, un crime des « politiques migratoires »

Mercredi 20 mai, quelque 150 personnes se retrouvaient au parvis des Droits-de-l'Homme à l'appel de d'associations de défense des migrants et de la famille de Ruben Torres pour un hommage. Ce dernier, 37 ans, était venu du Honduras à Bordeaux où vit un de ses frères pour fuir les menaces de mort d'un gang. Mais l'Ofpra, bien mal nommé office français de protection des réfugiés et apatrides, avait refusé sa demande de droit d'asile bien que le Honduras soit considéré comme « *l'un des pays au monde où la criminalité est la plus forte* » par le ministre des affaires étrangères. Soumis à la pression d'une OQTF, empêché de trouver un travail, vivant dans la peur permanente d'une expulsion, Ruben avait préféré retourner dans son pays de son plein gré. Le 10 mars, quelques jours après son retour, son cadavre était retrouvé dans un fossé près de la capitale, très probablement assassiné.

Une fois n'est pas coutume avec la mort de migrants confrontés à la brutalité inique des « *politiques migratoires* », celle de Ruben a suscité de nombreuses réactions dans la presse grâce

entre autres à la détermination de son avocat et de son frère. *Sud-Ouest* en faisait son éditorial du 20 mai sous le titre « *Ruben Torres : billet retour vers la mort* ». On pouvait y lire qu'en 2025, 85 millions de personnes dans le monde ont fui des conditions de vie devenues insupportables, dont 32,3 millions pour cause de guerre, + 60 % en un an...

C'est une conséquence dramatique du chaos dans lequel la planète est plongée, guerre commerciale, conflits militaires, famines, crise environnementale, produits de la marche à la faille du capitalisme. Impuissants à y mettre un terme, les Etats des puissances occidentales, comme la France, premiers responsables de cette marche au chaos, sont engagés dans une fuite en avant meurtrière dont les demandeurs d'asile sont les victimes désignées, qu'ils meurent dans leur pays des causes qui avaient provoqué leur départ comme Ruben ou se noient par milliers en traversant la Méditerranée, la Manche ou la Bidassoa.

DM.

## Non à la répression !

### Interview d'Amaury, représentant syndical à SUD-Education

*Tu as été arrêté le 1<sup>er</sup> mai, juste avant la manifestation et placé en Garde à vue...*

Avec un camarade de SUD-Educ, à l'approche de la manif, une voiture de la BAC nous a ciblés, coupé la route et arrêtés. Les flics nous ont interrogés, fouillé nos sacs, dont le mien qui contenait notre matériel militant pour la manif, un mât télescopique de drapeau, manifestement pour eux objet de délit, et 41 petits fumigènes. Sous couvert d'un arrêté préfectoral sorti la veille interdisant les engins pyrotechniques, j'ai été embarqué. La préfecture justifiait cet arrêté sous prétexte du climat très explosif et de violence qui aurait été créé le 1<sup>er</sup> mai dernier par des organisations d'extrême-gauche, et qui citait en particulier le NPA et RP. J'ai donc été amené, menotté au commissariat et placé en GAV.

#### *Comment se sont manifestés les soutiens ?*

La mobilisation a été immédiate. Le soutien militant m'a été d'un grand réconfort. J'ai très vite appris que la CGT avait plaidé ma cause au commissariat, revendiqué le matériel et les fumigènes comme étant celui de l'intersyndicale pour la manif, et tenté de joindre la préfecture et le procureur. Après 9 heures de GAV durant lesquelles la menace planait d'être retenu la nuit, j'ai pu enfin sortir, et retrouver tou-ttes les soutiens des camarades syndicalistes de Solidaires, FSU, CGT, CNT, associatifs de la LDH et politiques de LFI, NPA, RP... dont beaucoup de jeunes.

#### *Quelles sont pour toi les suites judiciaires ?*

Je suis condamné à 100 € d'amende pour détention de fumigènes !

#### *Y a-t-il des suites envisagées ?*

Avec l'intersyndicale, nous avons organisé un rassemblement le lundi 18 à la préfecture, qui a été précédé d'une audience à la Préfecture à laquelle la nouvelle préfète n'a pas daigné répondre, envoyant un sous-fifre. Plus d'une centaine de personnes s'y sont retrouvées, militant-es syndicalistes, d'ONG, d'associations, d'organisations politiques... pas venus uniquement pour moi mais pour lutter contre la répression syndicale qui s'intensifie pour intimider, faire pression sur les militant-es.

Une intersyndicale avec pour le moment Solidaires-CGT-FSU s'est constituée pour attaquer en justice et faire casser l'arrêté sur la détention de fumigènes. Par principe, mais ce qui est important, c'est le réseau large qui s'est manifesté contre la répression et dont on aura bien besoin dans la période qui vient.

*Propos recueillis par Christine Héraud*

## Les rendez-vous contre toutes les répressions



À l'heure où Sophie Binet est mise en examen parce qu'elle a dénoncé un peu trop vertement le patron de Tefal au goût de ces messieurs-dames les juges, l'idée d'une manifestation commune de toutes celles et tous ceux dans le viseur de la répression paraît plus que jamais d'actualité. L'initiative prise par plusieurs équipes de syndicalistes postiers et la fédération SUD-PTT de proposer une manifestation commune de tous les secteurs militants réprimés prend de l'ampleur.

La manifestation aura lieu le 20 juin à Paris et partira à 15 heures du siège de La Banque postale pour protester contre la force toute particulière de la répression à La Poste : condamnation des cinq postiers du 92 au pénal pour « violation de domicile », quand il s'agissait d'une simple visite de postiers grévistes au siège de leur entreprise, avec le licenciement et six mois de prison avec sursis à la clé pour Gaël Quirante, secrétaire de SUD Poste 92 ; des procédures disciplinaires contre le secrétaire de la CGT FAPT du Nord, Éric Dyson ; licenciement de Sam, représentant départemental de SUD Poste des Pyrénées-Orientales et des procédures disciplinaires en série contre des représentants de SUD Poste dans plusieurs départements.

La manifestation passera par le ministère des Affaires étrangères pour dénoncer les poursuites contre celles et ceux qui se dressent contre le génocide des Palestiniens, comme Rima Hassan de LFI et de nombreux militants syndicaux comme Jean-Paul Delescaut, secrétaire de la CGT du Nord, récemment relaxé... et bien d'autres.

Parmi les signataires : La France insoumise, le sénateur PC et directeur de l'Humanité, Fabien Gay, les organisations de jeunesse (Unef, Jeunes insoumis, Le Poing levé, Coordination syndicale étudiante, Fédération syndicale étudiante (FSE), Solidaires étudiant-e-s, Union étudiante (UE), NPA-Jeunes-Révolutionnaires) et de nombreuses structures syndicales SUD et CGT.

Et le mercredi 18 juin, rassemblement devant le tribunal de Paris où se tient le procès d'Anasse Kazib et d'un autre militant de Révolution Permanente poursuivis pour apologie du terrorisme pour avoir dénoncé l'entreprise génocidaire d'Israël à Gaza.

## Département, le plan de retour à l'équilibre prolongé d'un an

La Chambre régionale des comptes (CRC) vient à nouveau de contester le budget primitif du Conseil départemental de Gironde, qui est déjà engagé depuis l'automne dans un plan d'austérité massif. La CRC a recalculé le déficit à 136,5 millions d'€ et demande au conseil départemental, qui conteste, d'étaler son plan de retour à l'équilibre jusqu'en 2029.

Derrière la bataille de chiffres, la réalité est bien concrète pour nombre d'usagers et pour les salarié-es.

Rien que dans le secteur social, de la protection de l'enfance, du handicap... dont le département est le principal financeur, les baisses de financements conduisent à des Plan de

Sauvegarde de l'Emploi dans plusieurs grosses associations, telles Al Prado ou l'Institut Don Bosco avec fermetures de services et licenciements. Nombre de postes et de programmes disparaissent, laissant de nombreuses personnes, enfants, adolescents, handicapé-es... sans solution.

L'exécutif de gauche du département a fait savoir qu'un budget ajusté sera présenté le 8 juin, intégrant les observations de la CRC. Pas plus disposé qu'il y a quelques mois à désobéir quel qu'en soit le coût pour les plus précaires dont la vie dépend pour une grande part du conseil départemental !

IU

## Handicap : quand l'inclusion devient une variable d'ajustement

Le 5 mai dernier a eu lieu un rassemblement devant la Préfecture à Bordeaux, organisé par l'association à but non lucratif TCA (Tout Cérébrolésé Assistance), pour dénoncer des coupes claires sur les budgets alloués à la prise en charge des personnes en situation de handicap.

Environ 350 personnes, handicapé-es, familles, comme salarié-es étaient présentes.

C'est la MDPH (maison départementale des personnes handicapées) via la PCH (prestation de compensation du handicap) qui attribue des heures d'aide pour les actes ordinaires de la vie courante.

Ces heures sont menacées après de soi-disantes réévaluations des pathologies : ça veut dire des toilettes en moins, des repas sautés, des journées entières sans sortir (même les chiens sortent deux fois par jour). Ça veut dire aussi des familles épuisées qui remplacent un système qui veut faire des économies sur le dos des plus fragiles.

Hier, les handicapé-es étaient enfermés dans des institutions éloignées, sans vie sociale et loin des asso-

ciations et syndicats pour exiger des droits.

Aujourd'hui, ces personnes, qui à force de volonté d'intégration, vivent en colocation en mutualisant leurs heures de PCH, sont menacées de retourner en institution (où il y a peu de place).

Alors que les différents gouvernements

en ont fait des tonnes sur l'inclusion, l'autonomie, l'égalité des droits, etc., on passe à l'abandon des plus vulnérables.

La mobilisation : la seule réponse pour stopper ces mesures !

*Madji Hamzaoui, Isabelle Larroquet*



## MUR MEDITERRANEE

de Louis-Philippe DALEMBERT (Points, 2019, 8,70 euros)

*Mur Méditerranée* nous plonge au cœur de l'existence des migrant-es qui traversent la Méditerranée au risque de leur vie pour un avenir meilleur.

Louis-Philippe Dalembert, écrivain haïtien, s'appuie sur un fait d'actualité de 2014, le sauvetage en mer, par un tanker danois le Torm Lotte, d'un chalutier clandestin dans lequel étaient entassés des centaines de migrant-es et quelques passeurs. Beaucoup y ont laissé leur vie.

Dans son livre, il raconte avec intensité la violence du parcours de migration de trois femmes, entre autres, aux origines sociales et religieuses différentes.

Semhar, Chochana et Dima, venues d'Erythrée, du Nigeria et de Syrie, partent avec leurs aspirations, leurs rêves, leurs contraintes, leur famille ou leurs amis pour aller embarquer sur ce chalutier de fortune (la leur, bien maigre) pour aller en Europe. Elles fuient la misère, la dictature, le manque de liberté, la guerre.

Le voyage est long, très long, jusqu'à l'embarcation. Et dès leurs départs, elles vont subir la barbarie des passeurs. Viols, violence, esclavage, manque d'eau et de nourriture, morts sont le lot quotidien. Des scènes, vraiment très dures, ne laissent pas la place à l'imagination.

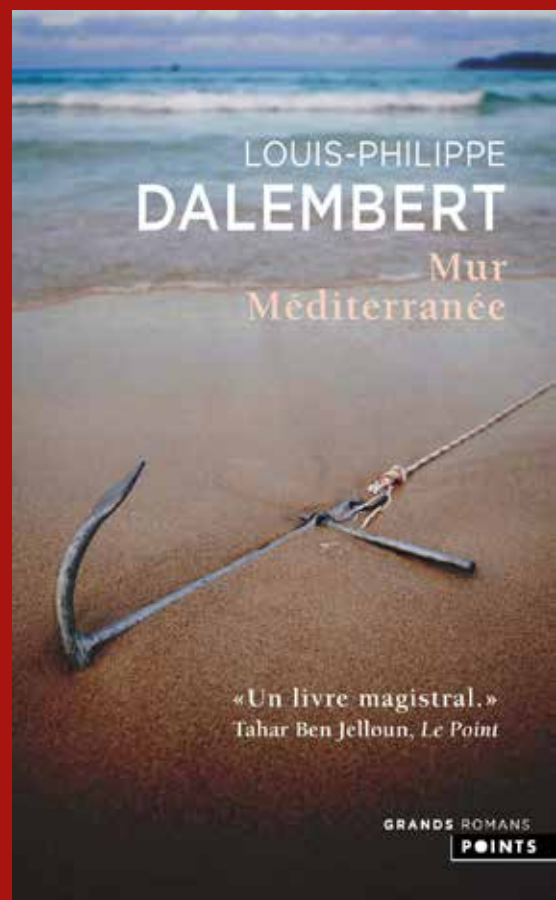
Leur solidarité va les aider à tenir, et les rendre fortes pour résister et faire face à ces passeurs.

Quand elles arrivent à Lampedusa, elles ne sont pas que des victimes, leur force est incroyable, leur immense envie de survivre et de vivre, leurs rêves sont devenus rage de vie.

L.-P. Dalembert raconte des êtres humains qui finissent par devenir des marchandises pour des passeurs. Et exploités, abandonnés, ou bien traités comme des chiffres pour les pays riches qui protègent leurs frontières au mépris des vies.

Si ce livre raconte un parcours dramatique, violent, sans illusion sur les passeurs et les pays riches, il conduit à s'interroger sur la solidarité rencontrée mais aussi l'indifférence face à la souffrance humaine, sur ce système barbare où une vie vaut moins qu'une frontière ou qu'un intérêt économique.

M.H.



<https://npa-revolutionnaires.org/rer2026/>

